



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté préfectoral du 29 AVR. 2025** mettant en demeure la société HALBOURG ET FILS, dont le siège social est situé à SAINT-PIERRE-DE-BÉNOUVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour le site exploité à NEUFCHÂTEL-EN-BRAY

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2012 autorisant la société HALBOURG et FILS à exploiter sur la commune de NEUFCHATEL-EN-BRAY un centre de regroupement et de traitement de sous-produits d'épuration et de curage dont les prescriptions techniques ont été modifiées par l'arrêté préfectoral du 1er août 2014 et l'arrêté complémentaire du 27 octobre 2022 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les rapports d'analyses PFAS sur les prélèvements des 21 janvier et 10 février 2025 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté et du rapport du 3 avril 2025 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées faite à l'exploitant par courriel en date du 3 avril 2025 ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 23 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT**

que l'exploitant est concerné, en raison de ses activités de traitement de déchets non dangereux classées à autorisation pour la rubrique 2791-1, par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dispose que la campagne de mesure des PFAS « porte sur : 1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) » ;

que l'exploitant n'a pas analysé le paramètre AOF lors de ses campagnes de mesures de janvier et février 2025 ;

que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dispose que : « les mesures (prélèvement et analyse) [...] sont effectuées par un organisme ou laboratoire agréé » ;

que l'exploitant ayant réalisé lui-même les prélèvements des mois de janvier et février 2025, ceux-ci n'ont pas été effectués par un organisme ou laboratoire agréé ;

que par conséquent, les résultats de ces deux premières campagnes ne sont pas recevables ;

que l'échéance fixée par les dispositions de l'article 4.II de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 est de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du texte pour réaliser la 1<sup>re</sup> campagne d'analyse ;

que les 3 campagnes devaient donc être réalisées avant le 21 mars 2024 et que l'ensemble des résultats était exigible dans le mois suivant ;

que le délai est largement échu et qu'à ce stade l'exploitant n'a fourni aucun résultat de campagne d'analyses valide ;

que par ailleurs, l'inspection a constaté lors de l'inspection du 27 février 2025 que l'exploitant n'avait pas réalisé de mesure sur ses rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel (au point n°1) sur l'année 2024, alors que l'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2014 susvisé réglementant le site impose des mesures annuelles sur les paramètres pH, MES, DBO5, DCO et hydrocarbures ;

que sur l'année 2024, l'exploitant a mesuré mensuellement les paramètres MEST, DCO et DBO5 au point de rejet n° 2 (rejet d'eaux industrielles vers la station d'épuration urbaine), alors que l'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2014 susvisé impose une fréquence journalière de mesure pour les paramètres MEST et DCO et une fréquence hebdomadaire pour le paramètre DBO5 ;

qu'il n'a pas mesuré les paramètres débit sur 24 h, pH, hydrocarbures, métaux lourds, PCB et AOX ;

que les résultats ne sont pas présentés en flux (uniquement en concentration) alors que certains paramètres sont régis par des valeurs limites exprimées en flux dans l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2014 susvisé ;

que de surcroît, les valeurs limites d'émission définies à l'article 4.3.9.2. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2014 susvisé pour les rejets d'eaux industrielles (point de rejet n°2) sont fréquemment dépassées sur l'année 2024 pour les paramètres DCO (5 dépassements sur 12 mesures), DBO5 (7 dépassements sur 12 mesures) et Azote Kjeldahl (8 dépassements sur 12 mesures) ;

que certains de ces dépassements sont supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission (1 fois pour la DCO, 3 fois pour la DBO5 et 1 fois pour l'azote Kjeldahl sur 2024) ;

que malgré un traitement ultérieur des rejets par une station d'épuration urbaine, celle-ci présentant de mauvaises performances de traitement, un impact sur l'environnement ne peut pas être exclu ;

qu'en conséquence, il est nécessaire de mettre en œuvre les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

que l'exploitant a arrêté son installation le 1<sup>er</sup> avril 2025 pour réaliser des travaux de maintenance, notamment en relation avec sa chaîne de mesure des rejets aqueux, dont il ne connaît pas la durée d'exécution ;

que pendant l'arrêt de l'exploitation, l'installation ne rejette pas d'eau au point de rejet n°2 (rejet des eaux industrielles vers la station d'épuration urbaine) ;

que l'exploitant a par conséquent sollicité un délai supplémentaire pour la remise en conformité de son site ;

qu'il convient donc de faire démarrer les délais de remise en conformité à la date de redémarrage de l'installation suite à ces travaux de maintenance ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société HALBOURG ET FILS, dont le siège social est situé à SAINT-PIERRE-DE-BÉNOUVILLE est mise en demeure de respecter, pour son site de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY, :

- **dans un délai de 3 mois**, les prescriptions, des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- **dans un délai d'un mois**, les prescriptions de l'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2014 susvisé relatives aux paramètres à mesurer pour l'autosurveillance des rejets aqueux du site et à leur fréquence de mesure ;
- **dans un délai de 6 mois**, les prescriptions de l'article 4.3.9.2. de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2014 relatives aux valeurs limites d'émissions à respecter pour les rejets d'eaux industrielles dans la station d'épuration urbaine voisine (point de rejet n°2).

**Les délais mentionnés sont comptabilisés à compter du redémarrage de l'installation à l'issue des travaux débutés le 1<sup>er</sup> avril 2025 et ayant conduit à l'arrêt de l'exploitation. L'exploitant informera l'inspection de cette date de redémarrage.**

### **Article 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'Environnement.

### **Article 3**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **Article 4**

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5**

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY pendant une durée minimum d'un mois.

#### **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune de NEUFCHÂTEL-EN-BRAY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société HALBOURG ET FILS.

Fait à ROUEN, le 29 AVR. 2025

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE